

Après la crise : la stratégie des « petits matins »

12

« Les placements qui rapportent », « La reprise s'annonce au niveau international », « La situation des banques se redresse »... Des titres de l'actualité lus ou entendus en 2009. Ceux qui espéraient que la crise de 2008 inaugurerait un changement de modèle de société devront-ils déchanter ? Et si le changement qui tarde à venir d'en-haut émergeait d'en-bas, du « terrain » ? Faute de « Grand Soir », associations et citoyens inventent sans cesse des « petits matins »...

Avec le soutien du service Education permanente de
la Communauté française Wallonie-Bruxelles



Cette analyse est disponible en format pdf (A4) sur notre site www.vivre-ensemble.be. Elle peut être reproduite et publiée. Nous vous demandons de mentionner la source et de nous transmettre copie de la publication. Vivre Ensemble Education, 2009

L'espoir était grand, pourtant. Depuis des années, le mouvement altermondialiste – associations de protection de l'environnement ou de lutte contre l'exclusion sociale, ONG, syndicats, mouvements paysans, économistes – tirait en vain le signal d'alarme : le modèle ultra-capitaliste qui s'est généralisé depuis la chute du Mur de Berlin en 1989 n'est pas viable, nous allons à la catastrophe sociale, écologique, économique.

Malgré tout, **rien ne semblait pouvoir arrêter le train du capitalisme**, lancé à toute vapeur sur les rails de l'ultra-libéralisme.

UN MOMENT CLÉ POUR LE CHANGEMENT

La crise de 2008 est survenue à un moment particulier : l'urgence écologique s'est – enfin – imposée à l'échelle de la planète. Les risques économiques, sociaux, humains du réchauffement climatique font à présent la quasi-unanimité. Porté par des personnalités médiatiques comme Al Gore (« Une vérité qui dérange »), Nicolas Hulot (Pacte écologique, « Le syndrome du Titanic »), Yann Arthus-Bertrand (« Home »), Alain Hubert et par d'autres « donneurs d'alerte¹ » issus du monde scientifique, académique, social, artistique, le message « la planète est en danger » a teinté de vert les programmes politiques de la plupart des partis.

Le message « la planète est en danger » a teinté de vert les programmes politiques de la plupart des partis.

Depuis quelques années se profile l'épuisement prévu des ressources en pétrole, responsable majeur de l'effet de serre.

En 2008, nous étions également à mi-chemin des 15 ans que s'était donnés en 2000 l'ONU pour atteindre les Objectifs du Millénaire : réduire de moitié la grande pauvreté et le nombre de personnes n'ayant pas accès à l'eau potable, assurer l'accès universel à l'enseignement primaire, etc². Et il apparaissait clairement – de façon prévisible – que ces objectifs ne seraient certainement pas atteints dans les délais prévus, loin s'en faut. Une preuve de plus que le modèle néolibéral ne permet pas de lutter efficacement contre les inégalités au niveau planétaire.

Dans ce domaine du développement, l'agriculture familiale paysanne – et même l'agriculture en général – ne figurait pas parmi les priorités dans les programmes de développement dictés par les institutions internationales comme la Banque mondiale. Or, cela tombe pourtant sous le sens, **ce sont les agriculteurs qui nourrissent le monde**. De plus, dans les pays pauvres, la majorité de la population vit de cette activité pratiquée à petite échelle – on parle d'**agriculture familiale** paysanne, qui permet de nourrir la famille et de dégager un (petit) revenu par la vente des surplus. Ces dernières années, la Ban-

sonnes et les associations qui, de par le monde, croient qu'*un autre monde est possible* et le construisent à leur échelle.

Un puzzle dont la solidarité doit être la pièce centrale, au niveau local mais aussi au niveau national et international.

Il reste à encourager ces multiples « petits matins », à y participer et à interpeller nos élus pour qu'ils les transforment en projets et réalisations politiques.

Isabelle Franck
Vivre Ensemble Education
Octobre 2009

⁶ Au sujet de la crise du lait, voir la « Carte blanche » de Jean-Yves Buron (Entraide et Fraternité) dans La Libre Belgique du 6/10/09

⁷ Voir « Alimentation saine : un luxe ? » sur www.vivre-ensemble.be, rubrique Analyses, 2008

⁸ www.lateignouse.be

⁹ Patrick Perret, auteur de « Le capitalisme est-il durable ? », Carnets Nord, 2008

¹⁰ Même auteur, dans Démocratie, 1^{er} octobre 09

¹¹ La Ferme de la Vache (Liège). Extrait de « Des jardins pour cultiver le lien social », Christian Van Rompaey, « En Marche », 1/4/2004

¹² Ces exemples sont tirés des projets soutenus par ENTRAIDE ET FRATERNITÉ, notamment au Zimbabwe, en Haïti, au Congo, à Madagascar,... voir www.entraide.be

¹³ Certains intervenants le font, mais tous n'ont pas la formation ou le temps nécessaires pour sortir de leur domaine d'action « officiel ».

¹⁴ Il arrive que des femmes d'origine maghrébine, notamment, doivent affronter les réticences de leur conjoint et soient parfois obligées de choisir entre leur démarche émancipatrice d'alphabétisation et la survie de leur couple... Toutes les situations ne sont pas aussi dramatiques, mais elles montrent qu'on ne peut pas « saucissonner » les problèmes d'une personne.

que mondiale a enfin reconnu qu'il fallait promouvoir l'agriculture pour lutter contre la pauvreté³.

Peu à peu, la prise de conscience se fait : le modèle de développement de nos pays riches, fondé sur une croissance infinie de la consommation et de la production ainsi que sur une utilisation débridée des ressources énergétiques, constitue un danger pour notre survie. A fortiori si les pays pauvres nous rejoignent dans cette course insensée au « toujours plus ».

Plusieurs circonstances étaient donc réunies pour laisser espérer un réveil salutaire

après la crise de l'automne 2008. Les discours politiques et économiques abondaient en ce sens : il fallait changer de modèle, revenir à plus de régulation, etc., etc.

Et pourtant... **les timides signes de reprise signalés ici et là dans le monde laissent croire que tout va reprendre comme avant.** Pas tout de suite, mais dans un avenir pas trop lointain. Bien sûr, il y a des dégâts, notamment sur le plan social, avec la montée en flèche du chômage chez nous et l'augmentation alarmante du nombre de personnes souffrant de la faim sur la planète.

En 2005, environ 850 millions de personnes ne mangeaient pas à leur faim. Ce chiffre a grimpé jusqu'à 923 millions en 2008 et est aujourd'hui (2009) estimé à 1,02 milliard⁴ ! Mais le monde économique et les médias font comme si l'humanité allait se remettre de cette crise comme elle s'est remise des précédentes. Un peu plus lentement, certes, mais sûrement. Rassurés par des résultats économiques moins mauvais qu'attendu, les traders ont déjà repris « du poil de la bête » et les indices boursiers ont rebondi dès le printemps 2009.

La remise en question du modèle, tant attendue et tellement indispensable, n'est pas –

plus – à l'ordre du jour, semble-t-il. Plus du tout ? Pas si sûr. Pas au niveau national et international, peut-être. Par contre, à la base, au niveau « micro », il en va

autrement. Au Nord comme au sud, **des dizaines de milliers d'associations et de citoyens mettent en œuvre un modèle de développement différent.**

Il serait bien entendu impossible d'en faire le tour en quelques pages. **Nous aborderons surtout ici un secteur, fondamental s'il en est : celui de l'alimentation**, depuis la production jusqu'à la consommation. Avec un accent sur ce qui se passe chez nous, mais avec aussi un indispensable regard vers le Sud.



Photo : A. Rossignol/EG&F

NOTES

¹ voir « Imagine demain le monde », n° 75, sept-oct 2009.

² Les 8 objectifs sont : Réduire l'extrême pauvreté et la faim, assurer l'éducation primaire pour tous, promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes, réduire la mortalité infantile, améliorer la santé maternelle, combattre le VIH/Sida, le paludisme et autres maladies, préserver l'environnement, mettre en place un partenariat mondial pour le développement. (www.un.org)

³ Reste à voir de quelle agriculture on parle : industrielle ou paysanne...

⁴ Alors que les Objectifs du Millénaire visent 420 millions pour 2015 – soit dans six ans.

⁵ Voir le film « Nos enfants nous accusent », de Jean-Paul Jaud.

AGRICULTURE INDUSTRIELLE : L'ÉCHEC D'UN MODÈLE

Le nombre d'exploitations agricoles diminue régulièrement dans notre pays, au rythme d'environ 3% par an. Qu'il s'agisse de regroupements d'exploitations pour rester compétitifs ou de disparitions pures et simples, cette diminution fait également perdre des emplois. Il en va de même dans les pays du Sud, où les institutions internationales telles que le FMI encouragent l'agriculture d'exportation à grande échelle (fleurs, coton, soja, palme...) aux dépens des petites exploitations familiales paysannes qui nourrissent la population.

Cette industrialisation de l'agriculture, au Nord comme au Sud, suppose l'usage massif d'intrants chimiques (engrais, pesticides, herbicides,...) et le gaspillage d'énormes quantités d'eau. De l'eau qui, une fois mélangée aux produits chimiques, s'en va polluer les cours d'eau et les nappes phréatiques. De plus, la pollution engendrée par notre consommation déconnectée des saisons est énorme : avons-nous conscience du coût environnemental des haricots du Kenya, des pommes d'Argentine et des tomates d'Andalousie qui agrémentent nos as-

siettes occidentales ?

Pour la préservation de la planète, **l'agriculture industrielle à grande échelle n'est donc pas une solution.** Côté santé, il y a également lieu de s'alarmer : les maladies dont souffrent les agriculteurs (et leur famille) qui utilisent des intrants chimiques prouvent, si besoin en était, que l'agriculture industrielle empoisonne les consommateurs à petit feu⁵.

La pollution engendrée par notre consommation déconnectée des saisons est énorme.

Du point de vue économique et social, les actions désespérées des **producteurs de lait** dans l'Union européenne montrent à quel point le modèle « tout par le marché » est un échec⁶. Mais cet échec est aussi celui d'une civilisation qui ne tourne pas rond. Lors de cette « crise du lait », Edouard Delruelle, sur l'antenne de la RTBF, soulignait combien **il était choquant de voir à ce point méprisée la profession d'agriculteur, presque aussi vieille que l'humanité et tellement fondamentale pour sa survie.**

Que ceux et celles qui produisent notre nourriture quotidienne ne soient même plus rémunéré(e)s pour leur travail (puisqu'ils/elles produisent à perte) est le symptôme d'une civilisation qui a



logement, de surendettement, de relations familiales,¹⁴ ...

Il arrive que cette logique de mise en réseau, de plus en plus évidente pour les associations, soit induite par leur situation géographique. A Monceau-Fontaines, par exemple, une quinzaine d'associations sont aujourd'hui regroupées sur le site d'un ancien charbonnage¹⁵. Cette proximité influence le travail des différentes associations et entreprises sociales. Anne-Catherine Rizzo, de l'association Relogeas, témoigne : « Nous nous occupons de logement pour les personnes en difficultés. Si nous nous sommes aujourd'hui lancés dans la construction de logements passifs, c'est parce que nous avons pour voisins « Quelque chose à faire », entreprise de formation par le travail qui forme ses membres à la construction écologique. Si nous avons pensé à prévoir des logements pour femmes battues, c'est parce qu'au « Gerموir », des femmes en formation étaient confrontées à ce problème. »

En réunissant chaque année des associations de lutte contre l'exclusion au moment de sa campagne, VIVRE ENSEMBLE espère contribuer à cette mise en réseau. Car certaines associations, plus récentes ou plus petites que d'autres, n'ont pas nécessairement la possibilité ni le temps de jeter des ponts vers d'autres acteurs du monde associatif.

CONCLUSION

Ces micro-réalisations n'ont pas la prétention de sauver le monde aujourd'hui même. **Elles mettent « simplement » en œuvre au quotidien une autre façon de vivre ensemble**, de se nourrir, de consommer. Puisque « le Grand Soir » venu du haut (du monde politique, économique, des institutions internationales,...) se fait attendre, **elles inventent des « petits matins », sur le terrain.**

Elles nous rappellent que **si le néolibéralisme s'est cassé la figure, c'est notamment parce qu'il a réduit l'humain à sa seule dimension économique et matérielle** (accumulation de l'avoir), alors que nous sommes aussi – d'abord – des êtres sociaux, des êtres de sens, des êtres d'esprit. C'est aussi parce qu'il a voulu le couper à la fois de son temps (ses racines, le long terme, les générations futures) et de son espace (l'environnement), pour l'emprisonner dans un suicidaire « toujours plus, pour moi, ici et maintenant ».

Ce n'est qu'en réconciliant tous ces morceaux de notre humanité (au sens premier : notre qualité d'humains) et en leur donnant une place dans l'espace social que nous parviendrons à sortir de la crise et à donner un avenir à notre planète et à ses habitants. Les initiatives collectives et plurielles, comme celles qui promeuvent et mettent en œuvre une alimentation durable et sociale, préfigurent-elles un « après-crise » porteur d'un vrai changement ? Elles sont en tous cas une pièce du puzzle de l'avenir, au même titre que toutes les per-

parcelles cultivées en commun, la participation de tout le village pour amener l'eau jusqu'aux cultures, le prêt tournant de petit bétail (chèvres, volaille,...) qui, à mesure qu'il se reproduit, permet à chaque famille de disposer d'une source de revenus et de nourriture,... Des formations qui, en se démultipliant (les paysans formés transmettent leurs connaissances à d'autres paysans), améliorent les techniques dans les domaines de la culture sans intrants chimiques, de l'irrigation, de la gestion des déchets, de la diversification des cultures, etc. Des paysans qui se mettent ensemble pour stocker leur production et faire face collectivement aux périodes creuses de l'année,...¹²

Ces initiatives existent depuis longtemps et, pour certains, elles sont tout simplement une question de survie. La crise est l'occasion de braquer sur elles les projecteurs et de **mettre en lumière leur potentiel** économique, environnemental, social, humain. Rappelons-le : des initiatives associatives ont plus d'une fois servi d'expériences-pilotes. Les agences immobilières sociales, les commissions paritaires locataires-propriétaires, les entreprises de formation par le travail, ... sont aujourd'hui reproduites et financées par les pouvoirs publics.

Un apport important du monde associatif réside aussi dans sa capacité de **mise en réseau et de pluridisciplinarité**. Les personnes qui se présentent dans les associations de lutte contre l'exclusion n'ont en général pas seulement un problème de logement, de

de formation, de santé, d'isolement, de santé mentale,...

Elles ont besoin d'un coup de pouce dans tous ces domaines, puisqu'ils sont inextricablement liés. Il est aujourd'hui en effet communément admis que la pauvreté est bien plus qu'un manque de revenus. Reste à concilier ces multiples facettes dans l'accompagnement proposé à ceux qui en éprouvent le besoin. Il est souvent difficile aux intervenants médico-sociaux de prendre en compte toutes les pièces du puzzle qui constituent la vie de celui ou celle qui se présente à eux.

Le médecin devrait pouvoir se préoccuper de la qualité du logement de son patient, de son type d'emploi – ou de non-emploi –, de son réseau social,...; le conseiller-emploi du FOREM ou d'ACTIRIS devrait tenir compte de la santé physique et mentale du demandeur d'emploi, de son milieu culturel, de sa mobilité,... ; l'instituteur/trice pourrait-il aussi prendre en considération le logement des enfants, leurs problèmes familiaux, leur situation socio-économique ?¹³

La plupart des associations du secteur social pratiquent d'emblée cette **multidisciplinarité** : en alphabétisation, par exemple, on n'apprend pas seulement à lire et écrire, mais aussi à déchiffrer le monde alentour, et les apprenants sont souvent incapables de se concentrer sur leurs nouveaux savoirs s'ils ne trouvent pas par ailleurs un soutien pour résoudre des problèmes de

perdu le nord.

Au Sud, les dégâts provoqués par les cultures industrielles d'exportation sont énormes : appauvrissement des populations et exode rural, destruction des forêts primaires, pollution de l'eau, épuisement des sols, etc.

DES RAISONS D'ESPÉRER

Ouf ! Il est bien noir, ce tableau. Où trouver des raisons d'espérer, de rebondir ? Dans la **conscience citoyenne**, d'abord. L'opinion publique est par exemple largement solidaire des producteurs de lait et a conscience de leur situation dramatique. Certains ont même décidé de se fournir à la ferme et de bouder les supermarchés.

Pris dans notre routine de consommateurs, la plupart d'entre nous faisons nos courses hebdomadaires sans trop nous poser de questions, sinon celle de trouver les produits les moins chers. Que se passe-t-il en amont ? Qui sont les hommes et les femmes qui cultivent, élèvent, conditionnent nos repas quotidiens ? Comment vivent-ils ? Tout cela semble tellement lointain, opaque, complexe,... rien n'est fait pour nous pousser à nous interroger. Mais **pour peu qu'il soit informé, sensibilisé, le consommateur est capable de se mobiliser**, de changer ses

comportements d'achat. Ici, le rôle des médias est fondamental : autant ils sont capables d'endormir la conscience citoyenne, autant ils peuvent la réveiller et la mobiliser.

Il arrive aussi que des citoyens, déjà sensibilisés, décident de franchir une étape supplémentaire et adhèrent par exemple à un **Groupe d'achats communs ou solidaires** (GAC ou GAS).

Plutôt que d'aller faire ses courses chacun de son côté, un groupe de familles ou de personnes s'organise, établit des accords avec des producteurs locaux et passe des commandes groupées de produits laitiers, fruits, légumes, viande, etc.

Bien sûr, cette démarche demande un investissement personnel : planifier ses achats, participer à des réunions du groupe, ... Mais les bienfaits sont

nombreux. Le consommateur bénéficie de produits frais et de qualité, fermiers ou bio, produits près de chez lui, à un prix avantageux. Les contacts entre les membres du groupe renforcent le lien social au niveau de la rue, du quartier.

Le producteur retrouve un contact direct avec les consommateurs, il est reconnu dans son travail et a l'assurance d'écouler une partie de sa production régulièrement, à un prix juste. Il réduit ainsi sa dépendance vis-à-vis des intermédiaires de la grande distribution.



Quant à l'environnement, il y gagne largement, puisque les produits ainsi vendus ne sont pas transportés ni réfrigérés sur de grandes distances, ni sur-emballés.

L'ESTOMAC, LE PORTEFEUILLE... ET LE RESTE ?

Les groupements d'achat sont intéressants notamment parce qu'ils comportent plusieurs facettes : santé, économie, environnement, lien social, ... **L'agro-industrie ne prend en compte que l'estomac et le portefeuille.** Elle néglige le reste du corps, qui a besoin d'aliments sains pour rester en bonne santé ; elle néglige les générations futures, qui ont besoin d'une planète vivable ; **elle néglige la dimension sociale et spirituelle** de l'être humain, qui a besoin « comme de pain » de vivre en relation avec ses congénères, d'être reconnu et de donner sens à ce qu'il vit.

Les initiatives autour de l'alimentation comme les GAC/GAS réconcilient ces différents aspects. Elles connaissent d'ailleurs un regain d'intérêt en cette période où la prise de conscience de l'urgence écologique se conjugue à la nécessité de manger sainement à meilleur marché.

Malheureusement, ces groupements sont encore trop cantonnés dans des catégories relativement aisées de la population. Mais combiner santé et solidarité n'est pas l'apanage des « intellos de gauche », pour caricaturer.

Dans d'autres analyses, nous avons vu combien une alimentation saine est importante pour la santé et aussi combien **cette alimentation saine est inaccessible à beaucoup de personnes vivant dans la pauvreté** : manque d'information, de formation, héritage social et familial, faibles revenus,⁷ ...

Une fatalité ? Le monde associatif ne l'entend pas de cette oreille. Un peu partout, des associations dénichent un bout de terrain et le baptisent « **jardin solidaire** ». A Liège, l'asbl Sainte-Walburge a ainsi investi un terrain avec les habitants de ce quartier défavorisé. Ensemble, ils apprennent les techniques du jardinage, se rencontrent, se détendent, produisent des fruits et des légumes pour eux-mêmes et pour le restaurant social du CPAS.

A Comblain-au-Pont, des femmes de l'association « La Teignouse⁸ » ont mis sur pied un « bar-à-soupe » accueillant et ouvert à tous, à côté d'un jardin collectif. Des parcelles y sont aussi proposées aux familles qui souhaitent se lancer dans l'aventure potagère. **Accès aux savoirs, alimentation saine, solidarité, lien social... nous voilà bien loin de l'agro-business !** Et proches, probablement, de ce que devra être le développement durable demain. Celui-ci, selon Bernard Perret, doit être « *le nouveau principe de mise en cohérence de l'action collective⁹* ». Pour lui, « *il ne s'agit pas tant d'équilibrer trois types de préoccupations – l'économie, le social et l'environnement – que de les intégrer dans un projet cohérent de développement à long terme. Les contraintes sont*

principalement écologiques, les finalités sont sociales et l'économie constitue le cadre de mise en cohérence hors duquel il est impossible d'agir¹⁰ »

Certains de ces potagers sont mis sur pied dans le cadre d'une association d'insertion de personnes en difficulté. En mettant la main à la pâte (ou plus exactement à la terre), elles reprennent contact avec quelque chose de « basique », de fondamental : travailler le sol pour en faire sortir de la nourriture. Elles reprennent goût au travail et au lien social, retrouvent une raison de se lever le matin, et apprécient de manger ou d'offrir – voire de vendre – le produit de leurs efforts. Le jardin solidaire offre aussi l'occasion, au moment d'écouler la récolte, de jeter des ponts vers d'autres groupes ou personnes, par exemple quand une partie des légumes alimente un resto social, comme à l'asbl Sainte-Walburge.

La dimension collective est très importante dans ce type d'initiatives : donnez un lopin de terre à une personne vivant dans la précarité sociale et économique, vous n'y verrez probablement pas pousser grand-chose. C'est la force du groupe qui donne l'élan, le savoir, l'énergie de se réapproprier une parcelle de terre et, par là, de sa vie.

EXCLUS OU PRÉCURSEURS ?

Ainsi, ces personnes considérées a priori comme exclues, « à intégrer » deviennent-elles, dans la perspective proposée par Bernard Perret, des précurseurs de notre « vivre en-

semble » futur : elles mettent en œuvre, à petite échelle certes, ce projet cohérent évoqué plus haut. Elles illustrent, de plus, deux caractéristiques de ce développement évoquées par l'auteur : une évolution de la notion de propriété privée vers l'accent mis sur des **biens collectifs** ; et le bien-être, la **qualité de vie** apportés par une économie qui réconcilie toutes les dimensions de l'être humain vivant en société.

« C'est ainsi que les jardins, lieux privés par excellence, deviennent des lieux de socialisation, au travers des échanges de techniques, de produits de jardins ou de graines... La production des produits du jardin donne aux parents jardiniers l'occasion de retrouver une fonction productrice devant leurs enfants.

Le travail au jardin montre aux autres ce qu'on est capable de faire de ses mains. Avec le jardin on retrouve non seulement un rythme de vie, le sentiment d'exister par sa production, mais aussi un nouveau goût pour la qualité de vie et la diversité alimentaire : la plupart des jardins sociaux veillent en effet à travailler selon les règles de l'agriculture biologique. Enfin, la dimension économique n'est pas négligeable : nourrir sa famille à bon compte, voire bénéficier de petites rentrées complémentaires par la vente de ses produits, cela est appréciable pour des petits revenus.¹¹»

Au Sud aussi, des ONG locales misent sur la solidarité et la communauté pour améliorer le quotidien : des